

## **ANNEXE 5**

### **Compensations recouvrées en 2022 (CR<sub>22</sub>) et mise à jour de la prévision des compensations recouvrées en 2023 (CR'<sub>23</sub>)**

La présente annexe expose les compensations recouvrées par les opérateurs en 2022 et la mise à jour de la prévision des compensations recouvrées en 2023. Elle précise également la déduction retenue au titre des compléments de prix ARENH.

Cette annexe ne porte pas sur les charges liées au gel des tarifs réglementés de vente. Les compensations recouvrées en 2022 et les prévisions de compensations recouvrées en 2023 qui y sont associées sont détaillées au sein de l'annexe 8 de la présente délibération.

#### **Avertissement**

Tous les résultats sont arrondis à une décimale (la plus proche) dans le corps du document. Toutefois, les résultats finaux utilisent uniquement des valeurs intermédiaires exactes non arrondies. De ce fait, il peut parfois survenir un très léger écart entre la somme des valeurs intermédiaires et les valeurs finales.

# SOMMAIRE

<b>1. CONTEXTE JURIDIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>2. CHARGES RETENUES A LA COMPENSATION POUR 2022.....</b>	<b>3</b>
<b>3. COMPLEMENT DE PRIX ARENH.....</b>	<b>3</b>
3.1 CADRE JURIDIQUE.....	3
3.2 DEDUCTION RETENUE AU TITRE DU COMPLEMENT DE PRIX.....	4
<b>4. COMPENSATIONS RECOUVREES EN 2022 AU TITRE DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE .....</b>	<b>4</b>
<b>5. PREVISION DES COMPENSATIONS RECOUVREES EN 2023 AU TITRE DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE .....</b>	<b>5</b>
<b>6. DETAIL DES CHARGES RECOUVREES PAR CHAQUE OPERATEUR EN 2022 .....</b>	<b>6</b>

## 1. CONTEXTE JURIDIQUE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en application de la réforme de la fiscalité énergétique prévue par la loi de finances rectificative pour 2015 et le décret du 18 février 2016 relatif à la compensation des charges de service public de l'énergie, le financement du soutien aux énergies renouvelables était intégré au budget de l'État par l'intermédiaire du compte d'affectation spéciale (CAS) « Transition énergétique ». Ce compte était financé, depuis le 1<sup>er</sup> février 2017, par une partie des recettes des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et le charbon (TICC), ainsi que par le produit de la mise aux enchères des garanties d'origine par l'État. Le reste des charges de service public de l'énergie, à savoir la péréquation tarifaire dans les zones non interconnectées, le soutien à la cogénération au gaz naturel et les dispositifs sociaux électricité et gaz étaient financés au travers du budget général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, en application de l'article 89 de la loi de finances pour 2020, le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » a été supprimé et toutes les charges de service public de l'énergie sont désormais inscrites au sein d'un programme budgétaire dédié du budget général.

## 2. CHARGES RETENUES A LA COMPENSATION POUR 2022

Le bilan des charges prises en compte pour la compensation pour 2022, agrégé par type d'opérateurs, est présenté dans le Tableau 1. Il correspond aux charges établies par la CRE dans sa délibération du 7 octobre 2021<sup>1</sup>.

**Tableau 1 : Bilan agrégé des compensations des charges de service public retenues pour 2022**

Unité M€	Charges notifiées pour 2022
EDF	6 624,7
ELD	289,5
Autres fournisseurs	503,6
RTE	50,0
EDM	118,5
EEWF	5,2
Autres acteurs ZNI	0,0
<b>Total</b>	<b>7 591,6</b>

## 3. COMPLEMENT DE PRIX ARENH

### 3.1 Cadre juridique

En application de l'alinéa j de l'article R.121-31 du code de l'énergie, « [d]ans le cas d'Electricité de France, le montant des compensations recouvrées mentionné au b et le montant des compensations qui devraient être recouvrées mentionné au c comprennent, le cas échéant, la part des montants versés à Electricité de France au titre du complément de prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique selon les modalités prévues à l'article R. 336-37 donnant lieu à déduction des versements de la compensation annuelle des charges imputables aux missions de service public assignées à Electricité de France conformément au deuxième alinéa du même article. Les montants recouverts par Electricité de France selon ces modalités participent à la compensation des charges relevant du compte " Service public de l'énergie " au titre de l'année au cours de laquelle ils sont recouverts ».

L'article R.336-37 du code de l'énergie précise que « La Commission de régulation de l'énergie notifie le complément de prix ainsi que, le cas échéant, la part du montant global correspondant aux versements du terme "CP1" qui est attribuée au fournisseur conformément à l'article R. 336-35-2, et le détail des calculs pour chacune des catégories de consommateurs à chaque fournisseur et à la Caisse des dépôts et consignations avant le 30 juin de l'année suivant l'année pour laquelle est calculé le complément de prix. Le mois suivant et conformément à l'article R. 336-25, chaque fournisseur verse, par virement sur le compte du fonds ARENH, le complément de prix à la Caisse des dépôts et consignations. La Caisse des dépôts et consignations reverse ensuite les compléments de prix recouverts dans un délai de sept jours ouvrés à Electricité de France, déduction faite le cas échéant des parts du montant global correspondant aux versements du terme "CP1" attribuées à certains fournisseurs conformément à l'article R. 336-35-2. Ces parts sont reversées, dans la limite du montant global recouvert par la Caisse des dépôts et consignations, aux fournisseurs concernés dans le même délai, sous réserve, pour les fournisseurs qui sont redevables du complément de prix, de l'acquittement préalable de ce complément conformément aux modalités prévues au présent article. ».

<sup>1</sup> Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 7 octobre 2021 portant communication sur l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour l'année 2022 et correction d'erreurs figurant dans la délibération n° 2021-230 du 15 juillet 2021 relative à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2022.

### 3.2 Déduction retenue au titre du complément de prix

En application des modalités de l'article R.336-37 du code de l'énergie, la CRE a notifié, par sa délibération du 29 juin 2023<sup>2</sup>, un montant total de 22,1 M€ au titre du complément de prix CP2 portant sur l'année 2022. Elle a par ailleurs évalué comme nul le montant recouvré au titre du CP1 devant être reversé à EDF et déduit de ses charges au titre du complément de prix portant sur l'année 2021.

Ainsi, EDF devrait recouvrer en 2023, au titre du complément de prix portant sur l'année 2022, un montant de **22,1 M€**. En application de l'article R.121-31 du code de l'énergie, ce montant est intégré à la prévision des compensations qui devraient être recouvrées par EDF en 2023 (section 5). Il sera ainsi déduit de la compensation des charges pour 2024. Ce montant sera susceptible de faire l'objet d'une régularisation sur la base des montants effectivement versés à EDF si ceux-ci diffèrent des montants notifiés par la CRE le 29 juin 2023.

Par ailleurs, s'agissant des charges pour l'année 2023, la CRE avait indiqué dans sa délibération du 3 novembre 2022 qu'EDF serait susceptible de se voir reverser un montant de 18,6 M€ au titre du terme CP2 du complément de prix ARENH pour l'année 2021, sur la base de sa délibération du 30 juin 2022<sup>3</sup>. Ce montant était déduit de l'évaluation des charges pour 2023 en tant que prévision d'écart de recouvrement au titre de 2022. Or, par délibération en date du 13 décembre 2022<sup>4</sup>, la CRE a corrigé l'estimation du montant dû au titre du CP2 par les fournisseurs ayant bénéficié de l'ARENH en 2022. Cette correction était rendue nécessaire par l'identification d'erreurs dues en premier lieu à des données de consommation incomplètes ou non conformes transmises par certains gestionnaires de réseau de distribution, et sur la base desquelles la CRE avait effectué le calcul initial des montants dus par les fournisseurs au titre du complément de prix. Par ailleurs, une erreur avait été commise sur l'estimation du complément de prix d'un fournisseur. La nouvelle estimation s'établissait à 2,7 M€. Parmi ces montants, la Caisse des dépôts et consignations a été en mesure de recouvrer 1,5 M€. Aux termes des articles R.121-31 et R.336-37 du code de l'énergie précités, les montants déduits de la compensation des charges le sont à hauteur des montants effectivement versés à EDF. Le montant déduit de la compensation des charges pour 2023 est donc corrigé, et s'établit à **1,5 M€**. Il constitue un écart de recouvrement constaté au titre de l'année 2022 (section 4).

## 4. COMPENSATIONS RECOUVREES EN 2022 AU TITRE DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE

En 2022, tous les opérateurs supportant des charges de service public de l'énergie ont été compensés à hauteur de leurs charges de service public prévisionnelles positives, pour un total de 7 596,7 M€, sauf trois d'entre eux. En effet, trois opérateurs étant en situation de liquidation judiciaire, les versements de charges prévisionnelles à leur destination ont été arrêtés et un total de 91 759 € ne leur a pas été versé. La CRE calcule les nouvelles charges prévisionnelles pour ces opérateurs, résultant notamment de cet arrêt des versements.

Par ailleurs, 18 opérateurs devaient reverser à la Caisse des dépôts et consignations le montant de leurs charges pour 2022 notifiées, ces dernières étant négatives. Un montant de charges à compenser négatif peut indiquer :

- (i) que la régularisation des charges des années précédentes conduit l'opérateur à reverser une partie des compensations perçues précédemment, celles-ci excédant les charges effectivement supportées, même majorées des charges prévisionnelles pour l'année à venir ou ;
- (ii) que les charges liées aux dispositifs d'obligation d'achat ou de complément de rémunération sont négatives dans un contexte de prix de gros supérieurs aux niveaux de ces dispositifs de soutien.

L'ensemble de ces 18 opérateurs ont bien reversé les montants dus pour un total de 5,2 M€. Ces remboursements ont été effectués en 2022 et au premier trimestre 2023.

En outre, comme détaillé en section 3.2, la CRE intègre pour EDF le recouvrement supplémentaire au cours de l'année 2022 d'un montant de **1,5 M€**, au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2021.

Le bilan des compensations au 15 janvier 2023, agrégé par type d'opérateur, est présenté dans le Tableau 2. Les détails des compensations recouvrées par les opérateurs sont donnés dans la section 6.

<sup>2</sup> Délibération de la CRE du 29 juin 2023 portant décision sur le calcul du complément de prix ARENH sur l'année 2022.

<sup>3</sup> Délibération de la CRE du 30 juin 2022 portant décision sur le calcul du complément de prix ARENH sur l'année 2021.

<sup>4</sup> Délibération de la CRE du 13 décembre 2022 portant correction de la délibération n° 2022-187 du 30 juin 2022 portant décision sur le calcul du complément de prix ARENH sur l'année 2021.

Tableau 2 : Bilan agrégé des compensations recouvrées en 2022 au titre des charges de service public

Unité M€	Compensations recouvrées en 2022*
EDF	6 626,3
ELD	289,5
Autres fournisseurs	503,5
RTE	50,0
EDM	118,5
EEWF	5,2
Autres acteurs ZNI	0,0
<b>Total</b>	<b>7 593,0</b>

\* Les compensations recouvrées incluent les montants versés aux opérateurs ainsi que les montants remboursés par ceux dont les charges pour 2021 étaient négatives. Pour l'année 2022, l'écart entre les charges notifiées (Tableau 1) et les compensations recouvrées (Tableau 2) est lié (i) à l'arrêt des versements aux trois opérateurs en situation de liquidation judiciaire et (ii) au recouvrement supplémentaire par EDF d'un complément de prix ARENH portant sur l'année 2021.

## 5. PREVISION DES COMPENSATIONS RECOUVREES EN 2023 AU TITRE DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE

En application de l'article R. 121-31 du code de l'énergie, la CRE évalue le montant des charges de service public en tenant compte « des dernières estimations [...] du montant des compensations qui devraient être recouvrées au titre de l'année en cours », en l'occurrence 2023.

A titre exceptionnel et comme le permet la loi de finances pour 2023<sup>5</sup>, la CRE procède, par la présente délibération, à la réévaluation des charges à compenser en 2023, selon les modalités détaillées au sein de l'annexe 6. En effet, ces charges prévisionnelles ont été évaluées par la CRE à l'automne 2022<sup>6</sup>, dans un contexte de prix de gros particulièrement élevés, ce qui a conduit à des versements prévisionnels importants de la part des opérateurs. Compte tenu de la baisse des prix de gros survenue depuis, les charges négatives réellement perçues par les opérateurs s'établissent à un niveau inférieur à celui évalué par la CRE dans sa délibération précitée. Dans l'attente de la présente réévaluation par la CRE des charges à compenser en 2023, des conventions de paiement ayant pour objet la modulation des versements dus ont été mises en place dès le premier semestre 2023 par la Direction générale de l'énergie et du climat pour les opérateurs présentant des charges négatives à reverser en 2023, afin de remédier aux difficultés de trésorerie rencontrées.

Les « compensations qui devraient être recouvrées » en 2023 devraient correspondre à la présente réévaluation par la CRE des charges à compenser en 2023. Les administrations en charge de l'exécution de la compensation et du recouvrement des charges de service public de l'énergie ont informé la CRE que les versements seraient effectivement adaptés au second semestre de l'année 2023 afin que les charges versées et perçues par les opérateurs en 2023 correspondent *in fine* aux montants inscrits dans la présente réévaluation pour 2023. Dès lors, la CRE n'intègre aucune prévision d'écart entre ces montants dans son évaluation des charges à compenser en 2024.

En revanche, comme détaillé en section 3.2, la CRE intègre pour EDF la prévision d'un recouvrement supplémentaire au cours de l'année 2023 d'un montant de **22,1 M€**, au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2022.

<sup>5</sup> LOI n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023.

<sup>6</sup> Délibération du 3 novembre 2022 relative à la réévaluation des charges de service public de l'énergie pour 2023.

## 6. DETAIL DES CHARGES RECOUVREES PAR CHAQUE OPERATEUR EN 2022

Les détails des charges recouvrées par les opérateurs supportant des charges de service public de l'énergie en 2022 sont donnés dans le Tableau 3.

**Tableau 3 : Montants des compensations par opérateur en 2022**

Nom opérateur	Charges recouvrées par les opérateurs pour l'année 2022 (en €)
Electricité de France	6 626 267 753
ENGIE	277 437 767
S.A.E.M. ELECTRICITE DE MAYOTTE	118 526 258
SAVE	100 593 855
Régie d'Électricité du Département de la Vienne SOREGIES	57 747 088
SEOLIS	51 733 551
ES ENERGIES STRASBOURG	51 697 015
Réseau de Transport d'Electricité	50 046 744
Gaz de Bordeaux	31 323 616
REDEO ENERGIES SAS	28 529 668
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	23 370 911
ENDESA ENERGIA SA	18 586 497
SOCIETE EUROPEENNE DE GESTION DE L'ENERGIE	18 019 894
Gaz de Paris	13 764 447
PROVIRIDIS SAS	7 863 814
SOLVAY ENERGY SERVICES (ex RHODIA ENERGY)	7 000 257
TotalEnergies GPL	6 383 906
SYNELVA COLLECTIVITÉS	6 243 210
Coopérative d'Électricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	6 073 744
S.I.C.A.E. OISE	6 066 814
TotalEnergies Electricité et Gaz France	5 934 512
SICAE EST	5 826 709
Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna	5 166 802
VIALIS	4 413 323
PICOTY	4 386 351
GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE	4 040 370
SICAE du CARMAUSIN	4 032 013
ALSEN	4 003 400
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	3 214 269
SOCIETE VALMY DEFENSE 17 SVD 17	3 097 162
GEG Source d'Energies	2 862 349
S.I.C.A.E. REGION DE PITHIVIERS	2 826 004
GAZELEC DE PERONNE	2 803 767
ENERCOOP	2 555 967
EPIC ENERGIES SERVICES LAVAU - Pays de Cocagne	2 164 768
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSSEL (SAEML)	2 100 940
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	2 083 825
Régie Municipale d'Électricité CREUTZWALD	2 046 023
S.I.C.A.E. DE LA REGION DE PRECY SAINT-MARTIN	2 004 075
SOREA	1 628 466
UME	1 465 726
Énergie Développement Services du BRIANÇONNAIS	1 459 808
Régie d'Électricité du Syndicat du SUD DE LA REOLE	1 372 681

Nom opérateur	Charges recouvrées par les opérateurs pour l'année 2022 (en €)
GAZ DE BARR	1 367 712
Régie municipale d'Électricité SAVERDUN	1 279 394
Syndicat d'Electricité SYNERGIE MAURIENNE	1 111 121
SICAE de l'Aisne	1 031 357
Syndicat des Énergies Électriques de TARENTEISE	895 492
R.S.E. REGIE SERVICES ENERGIE AMBERIEUX	809 438
Régie Municipale d'Électricité LA BRESSE	786 832
Terreal	777 745
IBERDROLA ÉNERGIE France	700 000
Régie Communale d'Électricité MONTATAIRE	639 315
Régie Municipale d'Électricité de la ville de SARRE UNION	620 965
Régie municipale d'Électricité VARILHES	568 321
Régie Municipale d'Électricité et de Gaz Energie Services Occitans CARMAUX ENEO	530 460
Régie Communale d'Électricité MONTDIDIER	511 965
S.I.C.A.E. E.L.Y. : RÉGION EURE & LOIR YVELINES	499 033
Régie Municipale d'Électricité SALLANCHES	477 393
Régie Municipale d'Électricité MAZÈRES	442 574
Régie municipale d'Électricité TARASCON-SUR-ARIÈGE	419 471
Régie Gaz Électricité de la Ville BONNEVILLE	401 469
Energie Quillan Occitanie	393 994
Union des producteurs locaux d'électricité	368 762
Régie Municipale d'Électricité CAZÈRES	350 599
Energies Services LANNEMEZAN	337 612
Régie Intercommunale d'Électricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	286 506
Régie Municipale de Bazas Énergie	279 000
Régie du Syndicat Intercommunal d'Énergies VALLÉE DE THÔNES	264 529
SELFEE	264 393
Joul	258 091
Régie Municipale d'Électricité GIGNAC	245 361
Régie d'Électricité SAINT-QUIRC - CANTE - LISSAC - LABATUT	199 202
S.I.C.A.E. CANTONS DE LA FERTÉ-ALAIS & LIMITROPHES	197 170
S.I.V.O.M. LABERGEMENT SAINTE-MARIE	184 597
ARC ÉNERGIES MAURIENNE	174 499
PLUM ENERGIE	149 661
Régie Municipale d'Électricité CAZOULS LÈS BÉZIERS	126 736
SAEML HUNELEC Service de Distribution Public HUNELEC	123 843
Régie Municipale d'Electricité ARIGNAC	107 075
Régie d'Électricité d'Elbeuf	95 467
OUI ENERGY	0
Régie Électrique Municipale PRATS DE MOLLO LA PRESTE	79 482
Régie Municipale Électrique LES HOUCHES	69 113
Régie Municipale d'Électricité AMNÉVILLE	65 895
Régie Municipale d'Électricité ROMBAS	50 476
Régie municipale d'Électricité MIRAMONT DE COMMINGES	49 239
Régie SDED EROME-GERVANS	46 331
Régie SDED Gervans	44 370

Nom opérateur	Charges recouvrées par les opérateurs pour l'année 2022 (en €)
Régie d'Électricité SCHOENECK	44 347
S.I.C.A.E. VALLEE DU SAUSSERON	43 211
Régie Communale d'Électricité SAINTE-MARIE AUX CHENES	41 812
S.A.I.C. PERS LOISINGES	41 507
Régie Municipale d'Électricité ENERGIS SAINT-AVOLD	39 195
Régie Municipale d'Électricité SALINS LES BAINS	38 312
Régie d'Électricité BITCHE	36 604
Coopérative d'Électricité VILLIERS SUR MARNE	34 662
Société d'économie mixte locale DREUX - GEDIA	33 472
R.M.E.T. TALANGE	29 247
Régie Municipale de Distribution d'Électricité de HAGONDANGE	27 848
Régie Municipale d'Électricité HOMBURG HAUT	23 365
Régie Municipale d'Électricité LARUNS	21 022
Régie Municipale d'Électricité LOOS	19 933
Régie Municipale d'Électricité MARTRES TOLOSANE	19 823
Régie Municipale d'Électricité et de Télédistribution MARANGE SILVANGE TERNEL	19 011
Régie Municipale Électrique SAINT-LÉONARD DE NOBLAT	17 464
SIVOM d'Énergie du Pays Toy	17 175
SEM BEAUVOIS DISTRELEC	16 624
Régie Électrique VILLARODIN BOURGET	16 165
Régie Municipale de Distribution CLOUANGE	15 776
Régie Municipale d'Électricité ROQUEBILLIERE	14 115
S.I.C.A.E. CARNIN	13 862
MINT	12 815
Régie Électrique DALOU	12 401
Régie Électrique Municipale SAINT-LAURENT DE CERDANS	11 562
DYNEFF	11 417
Régie Communale d'Électricité PIERREVILLERS	11 178
Régie Municipale d'Électricité MONTOIS LA MONTAGNE	11 028
Régie Municipale d'Électricité VICDESSOS	10 528
Régie Électrique CAPVERN LES BAINS	8 439
Régie Communale Électrique SAULNES	7 668
Régie Communale d'Électricité GATTIÈRES	7 457
Régie Électrique MERCUS GARRABET	6 584
Régie Électrique LA CABANASSE	6 461
Régie Électrique FONTAINE AU PIRE	537
BULB France	476
Régie Électrique Communale AUSSOIS	5 221
Régie Municipale d'Électricité MERENS LES VALS	4 516
Régie Électrique SAINTE-FOY TARENTEISE	4 512
Régie Électrique AVRIEUX	4 322
Régie municipale d'Électricité QUIÉ	3 486
CALEO	3 478
Régie Électrique MONTVALEZAN	3 439
PROXELIA	2 580
Régie Municipale d'Électricité SAINT-PAUL CAP DE JOUX	2 576



Nom opérateur	Charges recouvrées par les opérateurs pour l'année 2022 (en €)
Régie Électrique Municipale VILLAROGGER	735
Régie Municipale Multiservices de LA REOLE	692
ANTARGAZ	96
ENARGIA	70
GEDIA ENERGIES & SERVICES	60
SELIA	25
EDF Production Electrique Insulaire	25
Veolia Eau REGIONGAZ	23
Régie Municipale d'Électricité MONTESQUIEU VOLVESTRE	20
SECH (Société d'Energies et de Combustibles Havraise)	2
SICAR	-3
Régie Municipale d'Électricité L'HOSPITALET	-5
ALTERNA	-10
SOVEN	-27
Régie Municipale d'Électricité CAMBOUNET SUR LE SOR	-32
GAS NATURAL EUROPE (ex Gas Natural Commercialisation France SA)	-44
Régie d'Électricité COUNOZOULS	-54
ÉNERGIES DU SANTERRE	-223
Régie Communale d'Électricité REDANGE	-294
Régie Communale de Distribution d'Electricité MITRY MORY	-386
ENERGEM	-670
VATTENFALL ÉNERGIES	-1 636
SEFE ENERGY (ex-Gazprom Energy)	-1 966
EON France Energie Solutions SAS	-4 959
ENI GAS & POWER France	-8 172
BCM ENERGY	-8 684
Régie Électrique TIGNES	-76 769
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAISIS	-5 081 093
<b>TOTAL 2022</b>	<b>7 593 042 133</b>